

RÉVOLUTION et LIBERTÉS

"les guerres sont des phénomènes barbares"
- ROSA LUXEMBURG -

À propos de notre nom

Révolution et Libertés s'enracine dans la construction progressive et soignée d'une mise en place de deux valeurs nécessaire à tout progrès humain. Victor Hugo disait que «le progrès est le mode de l'Homme». Il avait sans doute raison sur bien des points. Pourtant, il convient d'affirmer à partir de ce moment précis dans un contexte donné, l'évolution d'un site sans grande importance a permis l'éclosion d'un vaste projet.

Nul doute qu'en fin 2011, l'aspiration à une autre vision du monde reposait naturellement sur le désir d'une révolution. Comment ? Par quels moyens ? Personne ne possédait la réponse. La vaste régression liée au sarkozysme dans une crise immobilière, puis financière et enfin de la dette souveraine (c'est-à-dire également monétaire) importait son lot réactionnaire et conservateur. Dans cette approche, les différents partis politiques où régnait le duel droite-gauche (enfin ce qui était considéré comme tel) aboutissaient à l'idée de fonder une grille d'analyse au travers d'articles sous un format blog. Nul ne peut douter qu'en ces moments compliqués où durant cinq années, la droite avait fait les courbettes pour calquer le programme sécuritaire de Marine Le Pen afin d'en faire un parti respectable et considéré comme «républicain» selon les mots du président de l'époque.



RÉVOLUTION
et LIBERTÉS
ÉDITIONS



Les pays plongeaient les uns après les autres au travers d'une hausse massive de la dette publique pour accélérer la politique de l'offre. Les cadeaux fiscaux sous le nom d'un «bouclier fiscal» avaient anéanti et pulvérisé le déficit public comme jamais. La droite se vantait de remettre de l'ordre dans les comptes publics et d'assumer pleinement le temps de la rigueur. Le chaos s'installa. Le choc de l'offre n'eut jamais lieu, mais la dette avait été pulvérisée comme jamais. Ainsi, le projet de loi de finance de 2009 avait des conséquences dévastatrices. La démocratie laissait faire une majori-

té absolue afin de créer une «machine à déficit». Au travers de cela, j'avais pu lire d'innombrables lectures démontrant que nous étions dans un goulot d'étranglement. Nous étions dans une phase où je cultivais sciemment mes désirs, mes approches révolutionnaires. Un jour, on m'a offert pour mon anniversaire : un livre sur Trotski. Ce fut une véritable démonstration de la nécessité de créer une révolution, mais avec des outils différents, dans une époque qui n'avait rien à voir avec le début du siècle dernier. Les technologies avaient changé, mais la lutte des classes en tant que phénomène sociologique se démontrait à chaque coin de rue.

Il aura fallu à partir de cela comprendre que l'idée même d'accrocher le terme «révolution» à un site internet devenait nécessaire. Or, nous conviendrons ensemble que le fait de se réclamer «révolutionnaire» et le fait de promouvoir la «révolution» devenait nécessaire. La «bataille socialiste» puis «communiste» demeurait nécessaire.

Différentes thèses s'opposaient dans le corpus marxiste, mais c'était aussi le point de découvrir d'autres lectures que celle de Trotski. Une approche nécessitait sciemment d'ouvrir les différents livres théoriques. Oui, la révolution dans un espace où le conservatisme libéral dominait devenait nécessaire. Ainsi, le choix de soutenir un phénomène de rupture débouchait finalement sur une remise en cause naturelle de l'ensemble du fonctionnement du capitalisme.

Le besoin résidait naturellement dans le pouvoir de réaliser une approche dans la *Res Privata*. Or, nous savons très bien que l'émancipation n'advient pas au travers d'une «révolution» tel le «grand soir». Dès lors, cela permet de mieux comprendre que la position de Rosa Luxemburg au travers de la «digue spartakiste» permet de concevoir une approche pragmatique des différentes revendications. Dans ce sens, il convient de souligner que les révolutions ne s'avèrent guère être un processus pacifique, mais teinté d'une torsion entre les différentes classes et les différentes mouvances. Le communisme n'y échappe pas. Dès lors la Révolution apparaît comme une nécessité dans un monde égoïste.

De cette manière, l'approche en ce qu'il concerne les «libertés individuelles» permet de mettre en profondeur la défense d'un «socialisme» et «communisme» à visage humain.

Mais, une révolution sans l'approche des «libertés individuelles» et «collectives» ne pouvait que déboucher sur une dictature. L'idée n'était pas d'instaurer la «dictature du prolétariat» de Lénine ou même la «dictature démocratique» de Trotski, mais d'aller vers une «démocratie ouvrière» au travers d'une pluralité des idées politiques. Une approche objective qui se fondait sur les lectures de Rosa Luxemburg. La défense des «libertés individuelles» devenait nécessaire en période d'austérité et de soumission Bruxelles.

Les différentes règles budgétaires advenaient nécessaire pour construire une nouvelle Union Européenne. Si je conçois naturellement nécessaire la question de fédérer un mouvement européen au travers des travailleurs, cela l'est clairement au niveau de sa bourgeoisie. Or, de fil en aiguille, les gouvernements autoritaires laissaient planer un doute sur leur démarche visant à augmenter les «libertés économiques» par tous les moyens. La Troïka advenait comme une instance contre les peuples et contre les travailleurs. En effet, il semblait nécessaire d'admettre que le projet initial avait failli à sa cause. Le chauvinisme en Europe se déployait pour condamner la gestion calamiteuse de certains pays en les soustrayant d'un outil majeur, c'est-à-dire la «démocratie», permettait de comprendre jusqu'où les ayatollahs du marché et du conservatisme étaient prêts à soutenir les pires horreurs, les vestiges d'un temps passé : les dictatures libérales théorisées par Friedrich von Hayek.

Défendre la liberté d'association, de réunion, de manifestation, ; les libertés syndicales ; le droit de la presse «libre» ; cela n'était certainement pas grand-chose *a priori*, mais c'était bien des valeurs démocratiques opposées à celles de l'Union Européenne. Il faut dire qu'il ne s'agit pas de faire défiler un drapeau bleu avec des étoiles pour se réclamer «démocrate», mais sur le fond. Dans les PIGS (Portugal, Italy, Greece, Spain), l'Union Européenne a démontré qu'elle n'était pas une organisation fondée sur le bien des classes laborieuses, mais bien pour le patronat et la bourgeoisie.

Les libertés défendues ne sont pas les mêmes. Nous n'obtiendrons pas l'humiliation des classes laborieuses surtout lorsque les différents partis politiques au pouvoir ne se responsabilisent pas en mettant en avant une politique exclusivement orientée vers la classe dominante. Une réalité absolue a été de faire payer aux classes populaires la déroute d'une politique bourgeoise basée sur la fraude fiscale (comme en France d'ailleurs).

Un air de liberté souffle dans ces pays asphyxiés par des politiques dramatiques. La Grèce est toujours dans cette dimension où l'extrême-droite et la droite radicale se sont alliées et ont même laissé prospérer le néo-nazisme d'Aube Dorée pendant des années. Cela montre clairement que la vision d'Hayek s'avérait celle de la proximité avec la «dictature des colonels». Pendant ce temps-là, les éditorialistes du *Monde* et de *Libération* souhaitaient clairement un putsch au nom des valeurs de l'Union Européenne. Nous n'oublierons pas, nous ne pardonnerons pas ces apprentis dictateurs.

Certes, il ne s'agit à aucun moment de faire la promotion d'une sortie de l'Union Européenne, mais de construire une alternative «libre», «progressiste» et «humaniste», là où le «bruit des bottes» pour reprendre une célèbre chanson de Jean Ferrat rappelle les pires heures de l'Europe durant le XXe siècle. Une approche dans cette logique boiteuse ne peut que déboucher sur une autre approche en matière d'un soutien à l'eurocommunisme.

Voilà, une réalité qui tombe à pic : la défense et la promotion du «communisme» par tous les moyens au moment où les «anticommunistes» du primaire comme du secondaire voit une réalité bien triste : l'Europe construite comme un havre de paix repose dans les faits comme une Europe en guerre permanente contre les classes populaires.

Les différents traités comme Maastricht ou celui de Rome ont instauré une limitation de l'endettement public et fixé une règle d'or (qui n'est pas toujours applicable selon l'orientation du budget, notamment s'il suit les recommandations vers le transfert sur la bourgeoisie de la richesse créée par les travailleurs).

Dès lors, il n'a jamais été aussi urgent de défendre les «libertés publiques», notamment au travers de la montée de l'extrême-droite en Europe comme en Autriche, en Pologne et en Hongrie, mais aussi en France où elle est devenue une réserve de voix pour les politiques intérieures comme la sécurité, l'immigration, le concordat et bien d'autres. De telle sorte qu'aujourd'hui défendre les «libertés publiques» s'avère s'enraciner dans un processus révolutionnaire et nécessaire pour l'intérêt général face à des intérêts concomitant et corporatistes de la bourgeoisie.

Il convient de souligner que «des libertés» deviennent l'alpha et l'oméga de la nouvelle société à construire et à bâtir, là où les conservateurs (ou qui se disent progressiste) libéraux veulent réduire ces libertés afin de recréer la France telle qu'elle était au XVIIIe et XIXe siècle.